

Boycott

les élu.es des listes Snes-FSU et Sgen-CFDT boycottent aujourd'hui le Conseil d'administration :

En effet, ils contestent la baisse continue des postes dans le second degré au niveau national et académique depuis plusieurs années : cette année encore, alors que l'académie comptera 0,6 % d'élèves en plus, le ministère supprime 194 postes et compense par 104 heures supplémentaires. La justification de cette baisse au nom du "rééquilibrage" entre académies, se fait sans prise en compte de la différenciation sociale entre elles...

Le lycée Montebello n'est pas épargné. Alors que de très nombreuses Heures d'enseignement sont déjà faites en Heures supplémentaires, alors que nous ouvrons une classe de Terminale, nous perdons 5 heures postes et gagnons 2HSA.

La proposition est de supprimer 5 postes « fixes » pour créer des postes provisoires complets ou incomplets.

Nous observons que le « rééquilibrage entre les disciplines » proposé se fait en dégradant les conditions de travail des unes pour assurer les enseignements dans les autres, alors qu'il faudrait plutôt avoir les moyens de s'aligner sur les disciplines les mieux dotées.

Cela a des conséquences néfastes :

- la fragilisation des équipes en les rendant instables puisqu'il s'agit de remplacer des supports de postes de titulaires par des postes provisoires et puisque des collègues vont être conduits à travailler dans plusieurs établissements
- la suppression de postes de titulaires crée le risque pour les élèves de ne pas avoir de professeur dans une ou plusieurs matières à la rentrée
- la diminution du temps consacré à chaque élève, puisque chaque collègue aura davantage de classes et donc d'élèves en charge
- la suppression de dispositifs d'aide aux élèves (dédouplements, AP etc.)
- les enseignants, dont la charge de travail sera alourdie par des heures supplémentaires, risquent de ne pas être en mesure de s'investir dans des projets et activités supplémentaires dont l'offre est actuellement riche au lycée Montebello (sorties culturelles, participation à des club FSE, suivi de "tutorat par les pairs", participation à la liaison 3ème/seconde...).

Dans cette période où les élèves et les personnels subissent la crise sanitaire, on aurait pu attendre que soit stoppée cette politique néfaste pour tous et toutes et qui dure depuis trop d'années.

Par ailleurs, nous demandons solennellement que les suppressions et créations de postes ainsi que l'emploi de la dotation figurent à l'ordre du jour du CA afin que les élu.es puissent s'exprimer. Nous demandons également une date de CA la plus proche possible de la date de remontée au Rectorat, c'est à dire, en mars.